

# Transgresser la démocratie

## American Herald Tribune

U.S. **WORLD** POLITICS OPINION IN DEPTH RELIGION HISTORY YOUTH ALL

**TRENDING TOPICS**

- Academic Freedom
- War on Yemen
- Syria Crisis
- 2016 Election

WORLD :: EUROPE

NOVEMBER 17, 2016 BY HARUN YAHYA f t

### Crossing the Line in Democracy



*(Taksim Square - Gezi Park Protests, Istanbul. Credit: Alan Hilditch/flickr)*

Democracy grants people the right to protest, to show their opinion on matters that affect their lives and their nation's. Protesting is a universally acknowledged fact belonging to the modern world. It serves to give voice to those who are disturbed by the faulty policies, drawbacks and negligence of their governments and who wish to raise public awareness on these matters. Demonstrations, rallies, strikes, pickets, boycotts and so on are all ways of protesting. As long as they are within the limits defined by the "law," protests and acts of similar nature are in essence an indisputable part of democracy, freedom of opinion and expression.

However, in some cases protesting is exploited and used as a means of opposing democracy itself. Protests that give way to riots are now methods of staging coups to shut down administrations and overthrow democratically elected governments.

#### Legitimacy of Protests and Feasibility of Demands

Democratic protests are welcomed by societies and addressed by governments to the extent that their demands are tangible, justified and feasible. Protests lacking those qualities are most likely to fail in having their demands met.

The anti-government movement in Bulgaria in 2013-14 confirmed the validity of these qualities. The protests took place in three separate cycles. January and February witnessed rallies that objected to the high prices of electricity and demanded the government resign. They were successful as the requests were sensible. A later demonstration was against a government officer, and resulted in his resignation. Yet another cycle of protests called for a change of the system, along with some other illegal demands and faced defeat after turning into riots that were not supported by the overall society.

**POPULAR** **LATEST**



China Warns Trump against Abandoning Climate Change Deal, Increases Climate Change Aid to Developing...

BY AGENCIES | 11K SHARES



New ISIS Video Threatens Putin While Russian Child Executioners Execute 4 Men

BY AGENCIES | 316 SHARES



ISIS Executes Scores and Hangs Their Bodies from Electrical Poles around Mosul: U.N.

BY REUTERS | 55 SHARES



Saudi Arabia Warns Trump on Blocking Oil Imports and the Risks for US Economy...

BY AGENCIES | 20 SHARES

La démocratie accorde aux gens le droit de protester, de montrer leur opinion sur des questions qui affectent leur vie et celle de leur nation. Protester est un fait universellement reconnu appartenant au monde moderne. Il sert à donner la parole à ceux qui sont troublés par les politiques défectueuses, les inconvénients et la négligence de leurs gouvernements et qui souhaitent sensibiliser le public à ces questions. Les manifestations, les rassemblements, les grèves, les piquets de grève, les boycotts et ainsi de suite sont tous des moyens de protester. Tant qu'ils sont dans les limites définies par la « loi », les protestations et les actes de même nature sont en substance une partie indiscutable de la démocratie, de la liberté d'opinion et d'expression.

Cependant, dans certains cas, les manifestations sont exploitées et utilisées pour s'opposer à la démocratie elle-même. Les protestations qui cèdent la place aux émeutes sont maintenant des méthodes de mise en place de coups d'Etat pour fermer les administrations et renverser les gouvernements démocratiquement élus.

## La légitimité des protestations et la faisabilité des revendications

Les protestations démocratiques sont accueillies par les sociétés et traitées par les gouvernements dans la mesure où leurs revendications sont tangibles, justifiées et réalisables. Les exigences qui ne présentent pas ces attributs sont les plus susceptibles de ne pas être répondues.

Le mouvement anti-gouvernemental en Bulgarie en 2013-2014 a confirmé la validité de ces attributs. Les manifestations ont eu lieu en trois cycles distincts. En janvier et en février, on a assisté à des rassemblements qui se sont opposés aux prix élevés de l'électricité et ont exigé la démission du gouvernement. Ils ont réussi, car les requêtes étaient raisonnables. Une manifestation ultérieure fut contre un fonctionnaire du gouvernement, et a abouti à sa démission. Toutefois, un autre cycle de manifestations a appelé à un changement du système ainsi qu'à certaines autres demandes illégales et s'est confronté à l'échec après s'être transformé en émeutes qui n'ont pas été soutenues par la société dans son ensemble.

Les protestations du Parc Gezi en Turquie dans la même année ont suivi le même schéma. Démarrée avec une bonne volonté et une approche écologiste, la manifestation était susceptible de réussir compte tenu de ses appels solides et faisables et des voies légitimes dans un premier temps. Le gouvernement a tenu compte des voix des amoureux de la nature et a pris une mesure positive en reportant un projet de construction qui nécessitait la destruction du Parc Gezi. Pourtant, l'approche humaniste des jeunes a changé de cap à la suite des provocations des gangs séparatistes et terroristes et a pris une nature totalement différente. Les manifestations qui ont commencé dans le Parc Gezi à Istanbul et qui exigeaient la préservation du Parc Gezi comme zone récréative se sont propagées à d'autres villes du pays et se sont transformées en un soulèvement armé et sanglant imposant la chute du gouvernement. Il s'agissait clairement d'une tentative de coup d'Etat qui ne s'est pas abstenue d'utiliser des méthodes violentes et a ouvertement rejeté la validité d'un gouvernement démocratiquement élu. Les protestations étaient contradictoires étant donné que les gens ont occupé les rues en utilisant leurs droits démocratiques, mais qu'ils ont ensuite fait appel à des méthodes non démocratiques pour faire valoir leurs revendications en ignorant la volonté de la nation.

Bien que justifiés au départ, ces deux cas de protestation démontrent qu'ils sont ouverts à des manipulations hostiles et peuvent perdre leur légitimité s'ils sont laissés aux mains de personnes mal intentionnées. Récemment, certains pouvoirs obscurs ont utilisé cette dernière technique pour gérer les affaires internes des pays comme ils l'entendent et réaliser des coups d'Etat pour renverser les gouvernements. Ils introduisent des équipes professionnelles de tueurs brutaux au milieu des manifestations pacifiques, qui mènent ensuite à des affrontements anti-démocratiques violents. Ces protestations se terminent parfois dans des guerres civiles où des gens de la même nation se tuent. Tout ceci a lieu après le refus du gouvernement de céder à certaines demandes de puissances obscures et ainsi un gouvernement démocratiquement élu fait face à des tentatives anti-démocratiques.

## **Méthodes de provocation et l'OTPOR**

Ces résultats spectaculaires proviennent de l'utilisation des réseaux sociaux. Les réseaux sociaux deviennent un instrument pour organiser, remuer et agiter les masses présumées rejoindre les manifestations. Diverses organisations provocatrices procèdent à certains agents et provocateurs qui prennent part à des manifestations et les incitent à devenir violents. Ces « sous-traitants » illégaux organisent la partie publique des émeutes et canalisent les cercles intellectuels du pays, tels que ses auteurs, académiciens, journalistes et membres d'institutions non gouvernementales, pour agir contre le gouvernement démocratiquement élu au nom de la démocratie et pour diriger le public.

L'un des groupes les plus communs parmi ces « organisations révolutionnaires professionnelles » est une organisation de résistance basée en Serbie, l'OTPOR. Des observateurs indépendants affirment que l'OTPOR a organisé des tentatives de coup d'Etat et des troubles civils en fournissant une formation et un soutien logistique aux organisations dissidentes soutenues par les États-Unis dans de nombreux pays tels qu'en ex-Yougoslavie, en Serbie, en Géorgie, en Bulgarie, en Ukraine, en Egypte, au Brésil et en Turquie. Il existe un consensus sur le fait que la CIA a créé des émeutes et des troubles sociaux dans une cinquantaine de pays.

Une source pertinente présente les résultats intéressants suivants sur l'OTPOR :

Le logo « poing » de l'OTPOR est apparu 11 ans plus tard dans les rues du Caire, illustrant en outre la nature absurde et étrangère des soulèvements égyptiens... L'OTPOR de la Serbie continuait à recevoir des fonds de l'Occident et devenait un « Collège de coups d'Etat de la CIA » sous le nom de CANVAS (Centre pour les stratégies et les actions non-violentes appliquées).

L'article de recherche rédigé par Carl Gibson et Steve Horn et publié sur « Occupy.com » traite des liens internationaux financiers, de renseignements et politiques de l'OTPOR et présente les informations suivantes basées sur des documents WikiLeaks :

Le Serbe Srdja Popovicis est connu par beaucoup comme l'un des principaux architectes des changements de régime en Europe de l'Est et ailleurs depuis le début des années 90, et comme l'un des co-fondateurs de l'OTPOR... Popovic et la filiale de l'OTPOR, CANVAS, ont également entretenu des liens étroits avec un dirigeant de Goldman Sachs et le cabinet de renseignement privé Stratforas ainsi qu'avec le gouvernement des États-Unis...

Il est facile de trouver de tels exemples. L'opinion publique interne sur l'OTPOR est d'avis qu'il est utilisé comme un levier pour renverser les gouvernements qui entrent en conflit avec les intérêts des États-Unis. Pas étonnant que certains organes de presse qui agissent au nom de l'administration américaine parlent hautement de l'OTPOR à chaque occasion. De plus, les médias britanniques défendent rigoureusement que les dirigeants de l'OTPOR n'ont rien à voir avec l'organisation de coups d'Etat.

De même, certains médias turcs ont diffusé des déclarations similaires lors des manifestations du Gezi Park de 2013. Selon les rapports, la tentative d'occuper la résidence du Premier ministre par des groupes armés, qui est un acte de rébellion contre l'Etat et une trahison par la loi, a été orchestrée par l'OTPOR. Mais les médias ont délibérément défini cela comme « l'exercice des droits légitimes, démocratiques et de la liberté d'expression par le peuple » et ont donc voulu créer une méprise pour montrer les membres des organisations terroristes marxistes et séparatistes comme représentants de la nation alors qu'ils sont loin de représenter même une infime partie de la nation. Ces organes médiatiques ont appelé les forces de sécurité de la nation, qui ont risqué leur vie pour préserver l'ordre public et la vie des gens, comme de soi-disant « ennemis de la liberté et de la démocratie ».

En vérité, de telles manifestations de masse qui cherchent à renverser les gouvernements, à diviser les pays et à organiser des conflits sanglants - et même des guerres civiles - ne peuvent plus être appelées « rassemblements innocents » mais plutôt des projets subtils des États profonds et d'organisations fantômes.

Article d'Adnan Oktar sur American Herald Tribune :

<http://ahtribune.com/world/europe/1340-democracy.html>

